

Les sportifs ouvriers allemands
face au nazisme
(1919-1933)

En couverture : « À bas la guerre impérialiste », Olympiades
ouvrières de Francfort, 1925. Collection privée.

© L'Harmattan, 2010
5-7, rue de l'École-polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-12354-0
EAN : 9782296123540

Guillaume Robin

Les sportifs ouvriers allemands
face au nazisme
(1919-1933)

L'Harmattan

Collection "**Espaces et Temps du Sport**"
dirigée par Jean Saint-Martin et Thierry Terret

Le phénomène sportif a envahi la planète. Il participe de tous les problèmes de société, qu'ils soient politiques, éducatifs, sociaux, culturels, juridiques ou démographiques. Mais l'unité apparente du sport cache mal une diversité aussi réelle que troublante : si le sport s'est diffusé dans le temps et dans l'espace, s'il est devenu un instrument d'acculturation des peuples, il est aussi marqué par des singularités locales, régionales, nationales. Le sport n'est pas éternel ni d'une essence trans-historique, il porte la marque des temps et des lieux de sa pratique. C'est bien ce que suggèrent les nombreuses analyses dont il est l'objet dans cette collection créée par Pierre Arnaud qui ouvre un nouveau terrain d'aventures pour les sciences sociales.

Dernières parutions

- Florian LEBRETON, *Cultures urbaines et sportives « alternatives »*. *Socio-anthropologie de l'urbanité ludique*, 2010.
- L. MUNOZ, G. LECOCQ (dir.), *Des patronages aux associations*, 2009.
- Xavier GARNOTEL, *Le peloton cycliste. Ethnologie d'une culture sportive*, 2009.
- Claude CALVINI, *Sport, colonisation et communautarisme : l'île Maurice (1945-1985)*, 2009.
- Youcef FATES, *Sport et politique en Algérie*, 2009.
- Stéphane MERLE, *Politiques et aménagements sportifs en région stéphanoise*, 2008.
- Pascal SERGENT, *Edmond Jacquelin. La vie du champion le plus populaire de tous les temps*, 2008.

LISTE DES SIGLES

- ARKB** *Solidarität : Arbeiterrad- und Kraftfahrerbund Solidarität (Fédération Ouvrière des Sports Cyclistes et Motorisés)*
- ASS** : *Arbeiterschutzorganisation (Services de Sécurité Ouvriers)*
- ATB** : *Arbeiter Turnerbund (Fédération Gymnique Ouvrière)*
- ATSB**: *Arbeiterturn- und Sportbund (Fédération Gymnique et Sportive Ouvrière)*
- ATZ**: *Arbeiter Turnzeitung (Journal Gymnique Ouvrier)*
- ATSZ**: *Arbeiterturn- und Sportzeitung (Journal Gymnique et Sportif Ouvrier)*
- DRL** : *Deutscher Reichsausschuss für Leibeserziehung (Comité Impérial Allemand d'Education Physique)*
- DT** : *Deutsche Turnerschaft (Confédération Gymnique)*
- DVP** : *Deutsche Volkspartei (Parti Populiste Allemand)*
- FSV** : *Freier Seglerverband (Fédération Libre de Voile)*
- IG**: *Interessengemeinschaft für die Wiederherstellung der Einheit im Arbeitersport (Communauté d'Intérêts pour le Rétablissement de l'Unité dans le Sport Ouvrier)*
- ISL** : *Internationale Sportive de Lucerne*
- ISOS** : *Internationale Sportive Ouvrière Socialiste*
- ISR** : *Internationale Sportive Rouge*
- KDF** : *Kraft durch Freude (la Force par la Joie)*
- KG** : *Kampfgemeinschaft für Rote Sporteinheit (Communauté de Combat pour l'Unité Sportive Rouge)*
- KPD**: *Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communiste allemand).*
- MSO** : *Mouvement Sportif Ouvrier*
- OS** : *Organisationsschutz (Services de Sécurité)*
- RFB** : *Roter Frontkämpferbund (Ligue Rouge des Combattants du Front)*
- RKJE** : *Reichskuratorium für Jugendertüchtigung (Curatorium National pour l'Instruction de la Jeunesse)*
- SAJ**: *Sozialistische Arbeiterjugend (Jeunesses Socialistes)*
- SAP** : *Sozialistische Arbeiterpartei (Parti Socialiste Ouvrier)*
- SPD** : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate allemand)*

***VKA : Vereinigte Kletterabteilungen Sachsens des Touristenvereins
Die Naturfreunde (Sections Alpines Unifiées de Saxe, affiliées aux
Amis de la Nature)***

***ZK : Zentralkommission für Arbeitersport und Körperpflege
(Commission Centrale du Sport Ouvrier et de l'Education Physique)***

Introduction



« Gymnastes, tous en grève ! » Dessin paru dans le Rot-Sport.

A la fin des années 1920, les fédérations sportives ouvrières comptaient en Allemagne près de deux millions de licenciés et le seul club berlinois de Fichte plus de 20 000 adhérents, soit l'équivalent d'une ville entière. Le sport ouvrier connaissait alors son heure de gloire et, profitant de l'engouement populaire pour le sport, il s'était élevé au rang de phénomène social de masse. Cet essor sans précédent du sport ouvrier qui trouva son aboutissement dans l'organisation des olympiades de Francfort (1925) et de Vienne (1931) contribua à l'immense dynamisme culturel de la République de Weimar.

Mais ce phénomène allait bien au-delà de la dimension sportive. Définis comme la « cavalerie rouge » du prolétariat, les sportifs ouvriers, aux côtés des partis politiques et des syndicats, faisaient non seulement office d'avant-garde culturelle du monde ouvrier mais se posaient également en défenseurs de la cause prolétaire et en rempart contre la dictature. Tels étaient du moins les aspirations de ses dirigeants qui continuaient à penser jusqu'au 31 janvier 1933 que le sport ouvrier, fort de ses deux millions d'adhérents et de sa tradition de luttes politiques, était suffisamment puissant pour bouter les nazis hors d'Allemagne. Funeste erreur de calcul car quelques semaines suffisent aux nazis pour dissoudre toutes les fédérations ouvrières, interdire les clubs ou les mettre au pas et arrêter leurs principaux dirigeants. De manière plus flagrante encore, seule une minorité de licenciés entra en résistance active contre le nazisme alors que les « sportifs rouges » n'avaient cessé de se présenter par le passé comme les fers de lance de la « lutte antifasciste ». Au printemps 1933, l'une des plus grandes organisations sportives de tous les temps a presque totalement disparu.

La « lutte antifasciste » : tel est en effet le terme consacré à l'époque par les communistes pour désigner le combat engagé contre toutes les formes de totalitarisme et de dictature. En ce sens, la « lutte antifasciste » ne désigne pas seulement le combat contre le fascisme italien et ses avatars européens mais également la bataille menée contre le nazisme qui n'était pas alors reconnu par ses contemporains en tant que tel.

Utilisé à partir de 1925 comme une arme au service de la phraséologie du Parti Communiste Allemand (Kommunistische Partei Deutschlands) pour désigner par extension tous les ennemis du

communisme, le terme de « lutte antifasciste », ainsi dévoyé de son sens original, renvoie pourtant à une réalité historique : celle d'une lutte concrète, motivée par une tradition pacifiste et antimilitariste, ancrée dans les fondements mêmes du sport ouvrier allemand, et néanmoins avortée.

L'écart manifeste entre le discours antinazi véhiculé dans les *associations sportives ouvrières et la soumission inconditionnelle de ses licenciés au Troisième Reich suscite des interrogations sur les raisons d'un tel fossé entre la théorie et la pratique, l'antifascisme proclamé d'un côté et l'intégration au régime de l'autre.*

Ce questionnement central est aussi l'occasion de repenser l'articulation entre le sport et la politique et de poser un problème très *actuel*. Il n'y a pas si longtemps, à l'occasion des Jeux de Pékin, *le président du CIO Jacques Rogge et le président chinois Hu Jingtao* prétendaient encore que la politique n'avait pas sa place dans un stade. Pourtant, jamais aucun événement n'aura médiatisé à ce point la *faillite démocratique du régime chinois. Cela montre bien toute l'étendue du paradoxe inhérent au phénomène sportif : révélateur* comme nul autre des problèmes politiques qu'il est néanmoins impuissant à résoudre. Preuve en est l'histoire du badge dérisoire *« pour un monde meilleur » que les athlètes français souhaitaient* arborer à l'occasion des Jeux de Pékin en signe d'attachement aux droits de l'Homme et finalement interdit par le comité national *olympique français, par peur de compromettre les relations diplomatiques avec les autorités chinoises.*

Le sport n'a pas pour vocation de résoudre des problèmes politiques et l'exemple du badge montre qu'il échoue souvent dans cette mission dès lors qu'il cherche à sortir de ses prérogatives mais *son impact médiatique est si puissant qu'il joue, plus que n'importe quel autre phénomène social, un rôle extraordinaire de projecteur sur l'actualité politique.* En s'intéressant au rôle des sportifs ouvriers allemands contre le nazisme de 1919 à 1933 et aux raisons d'une lutte *avortée*, cet ouvrage met en lumière l'imbrication riche et complexe du sport et de la politique et permet de mieux comprendre l'histoire de *la République de Weimar, à travers le prisme de la vie culturelle et sportive des années 1920.*

Ce travail poursuit plusieurs objectifs. Il se fixe pour mission de proposer une première vue d'ensemble sur le rôle des sportifs ouvriers allemands dans la « lutte antifasciste » jusqu'en 1933 en adoptant une perspective qui dépasse le cadre des études locales et régionales pour s'inscrire dans une dynamique européenne. La recherche ne s'appuyait jusqu'à présent que sur des études régionales, généralement effectuées par les historiens de la RFA, ou, au contraire, sur des études globales et orientées, menées par les historiens est-allemands pour servir l'histoire officielle du régime communiste.

Cette étude dresse des passerelles entre plusieurs histoires majeures du XX^e siècle : l'histoire du totalitarisme, de sa naissance en Allemagne et dans les pays voisins, de son expansion, de sa capacité à intégrer les masses ; l'histoire du mouvement ouvrier et de ses ramifications politiques, socioculturelles et sportives, de sa résistance au nazisme et de sa disparition ; l'histoire du sport allemand en particulier et du glissement dans les années 1930 d'un sport affinitaire (« bourgeois » ou « ouvrier ») vers un sport fasciste ; l'avènement du sport moderne et la progressive disparition du sport de classe au profit du sport de masse.

En dernier lieu, nous tenterons dans cet ouvrage de jeter un regard nouveau sur le nazisme, en mêlant l'histoire politique et l'histoire sociale et en analysant les stratégies employées par les nazis pour asseoir leur dictature tout en expliquant comment au plan local, c'est-à-dire associatif, les sportifs ouvriers allemands ont réagi à la venue du nazisme. Il s'agira donc d'explorer les motifs de lutte ainsi que les mécanismes de soumission.

Deux axes majeurs de réflexion constituent le fil rouge de cet ouvrage : Comment le sport, dont les dirigeants politiques ne cessent de revendiquer la neutralité, a-t-il pu se transformer en vecteur de la « lutte antifasciste » ? Y a-t-il des éléments dans l'histoire du mouvement sportif ouvrier des années 1920 qui expliquent cet engagement ? Quelles voies spécifiques le sport a-t-il pu emprunter tant sur le plan du discours que sur celui de la pratique pour mener à bien ce combat contre le nazisme ?

Par ailleurs, comment une organisation qui comptait plus de deux millions d'adhérents au début des années 1930 a-t-elle pu

disparaître aussi rapidement, entre l'arrivée de Hitler au pouvoir et le mois de mai 1933 ? *Pourquoi parmi deux millions de licenciés, 2000 seulement selon les estimations des historiens, ont fait partie de la résistance ? Pour quelles raisons les sportifs ouvriers n'ont-ils pas poursuivi la lutte* dont ils s'étaient faits les plus ardents défenseurs ? *Comprendre la résistance au nazisme nécessite aussi de comprendre les raisons de l'absence de résistance, en posant les questions suivantes : y avait-il un fossé entre la réalité et les prétentions idéologiques et programmatiques des penseurs du sport ouvrier ? L'intérêt sportif l'emportait-il sur les considérations politiques ? Les sportifs ouvriers n'avaient-ils le choix que de s'adapter ou résister ? N'y avait-il aucune autre alternative ? Il faudra analyser à cet égard les éventuelles faiblesses du MSO durant la République de Weimar et prendre en compte les raisons du succès du nazisme en posant la question de l'intégration du prolétariat dans le régime national-socialiste.*

Première partie

**Des origines de l'antifascisme
au combat politique (1919-1933)**



Affiche des Olympiades Ouvrières de Francfort, 1925

De Ludwig Jahn aux sportifs rouges

L'expression « sport ouvrier » peut paraître surprenante voire énigmatique. Y a-t-il une manière d'escalader plus ouvrière et une autre plus « bourgeoise » ? Le football et la boxe seraient-ils des sports « ouvriers » par excellence et le tennis ou le golf des sports « bourgeois » par nature ? Non, ce n'est pas dans une approche sociologique qu'il faut chercher le sens de l'expression mais dans une perspective historique. Pour comprendre le terme de « sport ouvrier », il faut remonter au XIX^e siècle.

Fondé en Allemagne par Ludwig Jahn en 1807, le mouvement gymnique (*Turnbewegung*¹) était à l'origine l'expression d'une protestation politique. Pour Jahn, le « père des gymnastes » (*Turnvater*), le peuple doit participer activement à l'élaboration d'une constitution démocratique. Il s'agissait également d'éduquer les *Turner* (les gymnastes) dans un sens patriotique et de les préparer physiquement à se libérer du joug napoléonien. Jahn fut arrêté et accusé de vouloir attiser la révolte contre la domination française. En 1868, les *Turner* créèrent leur propre fédération : la *Deutsche Turnerschaft* (DT) ou Confédération gymnique allemande.

À partir de 1871, leur engagement politique prit une tournure résolument nationaliste et conservatrice et la Confédération gymnique soutint le combat de l'Empire contre le socialisme naissant. La promulgation de la loi antisocialiste en octobre 1878, destinée à freiner l'influence du socialisme dans la vie politique, entraîna l'interdiction des partis ouvriers et des associations culturelles ouvrières. La DT comptait alors dans ses rangs une minorité d'ouvriers sympathisant avec les thèses socialistes.

D'un côté, ceux-ci honoraient Jahn en tant que figure tutélaire ayant remis en cause l'ordre établi et lutté contre l'oppression des princes. De plus, le principe d'égalité fondamentale entre les *Turner* prôné par la DT était un principe cher aux *Turner* ouvriers². Mais de

¹ En allemand, il y a deux mots pour désigner la gymnastique : le mot d'origine grecque « *Gymnastik* » et le mot allemand originel de « *Turnen* » mais c'est le second terme qui s'imposa d'abord en Allemagne.

² « Les conceptions de Jahn passaient encore à la fin du XIX^e siècle pour des valeurs au nom desquelles il était digne de combattre », SCHMIDTCHEN, V., *Arbeitersport, Erziehung zum sozialen Menschen*, in REISLECKE J., WEBER W.,

l'autre, ces ouvriers de la Confédération gymnique se reconnaissaient de moins en moins dans les valeurs du *Turnen* qui, sous prétexte de vouloir renforcer la cohésion nationale, ne faisait que poursuivre les objectifs militaires de l'Empire. À leurs yeux, la DT cultivait par trop le culte de la patrie, de Bismarck et de Guillaume II et s'identifiait désormais à l'Empire wilhelminien. L'esprit nationaliste de la fédération se manifestait dans les chants, lors des fêtes patriotiques (anniversaires de la famille impériale) et lors des commémorations (fête de la bataille de Sedan, fête des anciens combattants). Pour avoir critiqué ces dérives, les sportifs démocrates de la DT furent rapidement qualifiés de « gymnastes rouges » (*Rote Turner*) et commencèrent à subir dans leurs clubs des railleries, des pressions, des menaces d'exclusion.

En 1890, l'abolition de la loi antisocialiste déclencha des conflits internes au sein de la Confédération gymnique et aboutit à la création d'un mouvement gymnique ouvrier autonome, au moment où le sport moderne, né en Grande Bretagne, faisait son apparition en Allemagne. En 1893, les délégués sociaux-démocrates de 51 clubs de la DT se réunirent à Gera et fondèrent la Fédération gymnique ouvrière (*Arbeiterturnerbund* ou ATB). Créé la même année, l'*Arbeiter Turnzeitung*, organe de presse de l'ATB, qualifia cette organisation de « chaînon du mouvement ouvrier au service de l'émancipation de la classe ouvrière »¹. La création du mouvement gymnique ouvrier était donc une réponse à l'exclusion sociale des travailleurs dans la Confédération gymnique. Elle « doit être comprise à la fois comme un mouvement d'émancipation de la classe ouvrière et comme une réaction à l'évolution conservatrice et autocratique de la DT »². L'ATB décide dans la foulée de remplacer le dicton de la DT (« frais, pieux, joyeux et libres ») par une nouvelle devise : « frais, libres, forts et fidèles ».

Lors de son congrès inaugural, l'ATB déclare que le capitalisme divise la société en deux classes, celle des propriétaires et celle des prolétaires. Aussi invite-t-elle ses licenciés à « ne plus continuer à obéir de manière réactionnaire mais à lutter en rang aux côtés de la

Fabrik, Familie, Feierabend. Beiträge zur Sozialgeschichte des Alltags in Industriezeitalter, Wuppertal 1978, p. 352.

¹ *ATZ 21 (1904), p. 263.*

² *TEICHLER, H. J., 1984, p. 328.*

classe à laquelle ils appartiennent », transformant ainsi dans un sens socialiste les enseignements du « Père Jahn »¹.

Les années qui suivirent la fondation de l'ATB furent marquées par la création de la fédération cycliste ouvrière en 1896 (l'ARKB Solidarität) puis en 1905, de la fédération de tourisme et de randonnée des Naturfreunde (Amis de la Nature) qui devinrent parmi les fédérations les plus actives. Très vite, le sport ouvrier² commença à s'organiser et toutes les fédérations furent rassemblées sous la bannière de la ZK, Commission centrale d'éducation physique. Celle-ci contrôlait entre autres l'ATSB (nouveau nom de l'ATB)³, les Naturfreunde, l'ARKB Solidarität, les Samaritains Ouvriers, la Fédération ouvrière d'athlétisme (« *Arbeiter-Athletenbund* »), la Fédération ouvrière d'échecs ou bien encore celle des quilleurs ouvriers. Elle avait pour mission de régler les questions des droits et des impôts des clubs placés sous son autorité et de défendre leurs intérêts auprès des autorités au niveau local, régional et national. Plus tard, en tant qu'organisation sportive ouvrière, la ZK adhéra à l'Internationale sportive ouvrière socialiste ou ISOS⁴ et devait y jouer un rôle central car elle représentait la première organisation sportive ouvrière en Europe⁵. À petite échelle, à la veille de la Première Guerre

¹ Cité par ÜBERHORST, Horst, Frisch, frei, stark und treu. *Die Arbeitersportbewegung in Deutschland 1893-1933*, Düsseldorf 1973, p. 19.

² Dans cet ouvrage, l'expression de « sport ouvrier » est employée dans son sens large. Nous ne restreignons pas le champ d'investigations aux deux organisations majeures du sport ouvrier (ATSB et KG) mais l'étendons à toutes les organisations affiliées à la ZK comme la Fédération cycliste de l'ARKB Solidarität, les Naturfreunde, la Fédération ouvrière d'athlétisme, les Samaritains ouvriers. Jusque dans les années 1920, les sportifs ouvriers sont qualifiés de « sportifs rouges » ou « gymnastes rouges » (Roten Turner). Le terme ne désigne pas les sportifs communistes mais les sportifs ouvriers en général. En revanche, le terme de « sport rouge » (Rot-Sport) est employé à partir de 1928 pour désigner les clubs affiliés à la KG (communiste).

³ À ne pas confondre avec l'ATUS – *Arbeiter- Turn- und Sportbund Aussig* (Sudètes). L'ATSB (*Arbeiter- Turn- und Sportbund*) désigne le sport ouvrier allemand, tandis que l'abréviation ATUS se réfère au mouvement sportif ouvrier tchèque.

⁴ En allemand : *Sozialistische Arbeitersport Internationale ou SASI*.

⁵ A la fin des années 1920 11 fédérations affiliées à la ZK. L'ATSB compte 75 000 licenciés, la Fédération cycliste 300 000, les Naturfreunde 90 000 adhérents, la Fédération ouvrière d'athlétisme 65 000, les Samaritains ouvriers 45 000, la Fédération ouvrière d'échecs 13 000, la Fédération des joueurs de quille 8 000

mondiale, les fédérations de la ZK s'organisèrent en cartels pour défendre plus efficacement leurs intérêts auprès des autorités. Ces cartels étaient eux-mêmes subdivisés en cartels de région (*Landeskartelle*), puis en cartels de ligues (*Kreise*), cartels de district (*Bezirkskartelle*) et cartels locaux (*Ortskartelle*).

Quand l'ATB fut fondée, elle ne reconnut pourtant pas officiellement son appartenance au SPD¹ et conserva une neutralité politique de façade pour éviter de subir les pressions de l'Etat car la loi antisocialiste n'avait pas encore aboli en pratique les discriminations dont les militants ouvriers étaient victimes. Les autorités, craignant que le contrôle de la jeunesse ne leur échappe, accusèrent l'ATB de nourrir le mécontentement dans les milieux prolétaires et reprochèrent à ses licenciés un manque de patriotisme. L'ATB continuait à entretenir de mauvais rapports avec l'Empire dont elle n'obtenait ni locaux, ni subventions.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, le sport ouvrier prit le parti de la *Burgfrieden* (paix civile) : l'ATB approuva les crédits de guerre et fournit des contingents d'adhérents physiquement entraînés pour supporter le combat des tranchées. Pour se justifier, l'ATB prétextait une guerre de défense à laquelle l'Allemagne, poussée dans ses derniers retranchements, aurait été contrainte. Refusant de porter les stigmates de la trahison nationale, l'ATB brisa ainsi son isolement politique en appelant à la mobilisation de ses sportifs lors de la Première Guerre mondiale. Elle gagna de ce fait la reconnaissance des autorités qui cessèrent de la considérer comme une ennemie de l'Etat et parvint à s'intégrer dans la société allemande². La participation des sportifs ouvriers à l'effort de guerre fut le prix à payer de leur reconnaissance sociale.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les sportifs ouvriers durent faire face à un nouveau défi : créer à la place d'une subculture une véritable « contre-culture » reposant sur des principes pédagogiques autonomes et des pratiques sportives innovantes³. Dans

membres, la Fédération de tir ouvrier 6 000 licenciés, la fédération de voile ou FSV (Freier Seglerverband) près de 2000 adhérents.

¹ *SPD : Sozialistische Partei Deutschlands ; parti socialiste allemand.*

² *DIERKER, Herbert, 1990, p. 58.*

³ *Becking, Diethelm, Arbeitersport in Deutschland (1893-1933), Cologne 1983, p. 43.*

*un premier temps, les sportifs ouvriers reprirent à leur compte les principes d'ordre et de discipline hérités de la DT mais ils posèrent également les jalons d'un sport qui prétendait rompre avec toutes les formes d'éducation physique préexistantes. Les abus de la **Confédération gymnique et ceux du sport moderne, désigné alors sous le terme de « sport bourgeois », furent pointés du doigt¹. La critique de l'esprit de compétition, de la mécanisation et de la spécialisation corporelle au profit de la polyvalence, la volonté de mettre un terme à l'asservissement du monde industriel, la lutte contre l'alcool et la nicotine, le refus du sport spectacle et le pacifisme s'établirent comme les valeurs fondamentales du mouvement sportif ouvrier.***

Le MSO (mouvement sportif ouvrier) voulut alors traduire sur le terrain sportif ses principes. Certes, il continua à s'inspirer des traditions locales, des modes de vie propres aux « mouvements bourgeois de jeunesse » du début du siècle (engouement pour la randonnée pédestre) et des disciplines gymniques de la DT (exercices aux mains libres, gymnastique aux agrès). Mais ils s'efforcèrent dans le même temps de créer une culture indépendante, constitutive de l'identité ouvrière en développant des pratiques hermétiques à l'esprit de compétition : la randonnée sociale, le cyclisme ouvrier, le nudisme... Ils constituaient des centres de sociabilité majeurs du monde ouvrier (centres culturels et éducatifs, organismes de voyage, centres de prestations sociales) et se démarquaient en cela du sport « bourgeois ». Par ses fêtes sportives, par la place nouvelle accordée aux femmes, le sport ouvrier cherchait à mettre en scène l'unité du mouvement ouvrier et à offrir l'image d'une véritable alternative culturelle par le biais du cinéma, de ses spectacles inauguraux, des

¹ *Le terme de « sport bourgeois » ou de « club bourgeois » est une expression employée à l'époque par les ouvriers pour désigner les clubs auxquels n'avaient accès qu'une minorité d'adhérents originaires de milieux aisés. Ces associations étaient indépendantes de la Confédération gymnique. Elles possédaient leur propre fédération à l'instar de la Fédération allemande de football et disposaient de davantage de moyens que les clubs ouvriers. Cette appellation devint vite ambiguë car dans les années 1920, des « clubs bourgeois » comme Schalke 04 comptaient de nombreux joueurs ouvriers. Nous emploierons donc cette expression entre guillemets dans le texte afin de démarquer notre propos d'une terminologie marxiste.*

*chœurs en mouvement*¹. S'affirmant très tôt comme l'un des quatre *piliers de la lutte des classes aux côtés des partis politiques, des syndicats et des organisations de jeunesse, le sport ouvrier ne pouvait rester en marge de l'évolution politique des années 1920. Son entreprise de politisation de la classe ouvrière trouva un aboutissement dans la lutte « antifasciste ».*

¹ Cf. Robin, Guillaume, *Le sport ouvrier sous la République de Weimar, 2001, DEA Université Paris III, non publié.*

Chapitre I. Une bataille des idées (1919-1928)

1.1. La cavalerie rouge du prolétariat

Pour comprendre le combat des sportifs ouvriers contre le nazisme, il faut remonter à la création du MSO. À la fin du XIX^e siècle, le sport ouvrier fut conçu comme un outil d'émancipation sociale et politique de la classe ouvrière. Les « gymnastes rouges » étaient présentés par leurs dirigeants comme des sportifs-soldats formant la « cavalerie rouge » du prolétariat contre le modèle concurrent du sport « bourgeois » et nationaliste.

Plusieurs facteurs participèrent jusqu'au milieu des années 1920 à l'éducation politique des sportifs ouvriers : les symboles forts comme le poing levé qui caractérisait également la lutte des syndicats et des partis ; la presse politique et les revues sportives spécialisées axées sur les problèmes sociaux et politiques, les conférences organisées au sein des clubs, les galas et les fêtes associatives, les spectacles gymniques (exercices aux mains libres, chœurs en mouvement) et, dans une moindre mesure, le cinéma ouvrier. Tous ces vecteurs ont contribué à l'édification d'une conscience politique de classe dans les milieux du sport ouvrier.

Au début des années 1920, on assiste à un phénomène d'interpénétration : la politique s'intègre au sport ouvrier et vice versa. Les passerelles entre ces deux mondes, pourtant clairement séparés au plan organisationnel, sont nombreuses. Les représentants du SPD et du KPD organisent des conférences dans les clubs et sont invités à tenir des discours devant les licenciés lors des fêtes associatives. Inversement, les sportifs ouvriers assurent le spectacle lors des meetings du SPD ou du KPD, peuvent adhérer à un parti ouvrier ou à un syndicat, participer à des manifestations politiques et syndicales comme les défilés du premier Mai et les fêtes de la Constitution.

Cela dit, si leur engagement politique ne fait pas de doute, il ne faut pas pour autant considérer les sportifs ouvriers comme de simples militants de parti. La question de l'identité politique de ces licenciés reste sans doute la plus difficile des questions à résoudre. Schématiquement, trois catégories de sportifs peuvent être identifiées : le « pur sportif » (*Nursportler*), indifférent à la politique et affilié à un club exclusivement par goût de la compétition ou par besoin de loisir ;

le sportif « libre »¹, sans attache politique, mais attaché à la cause du mouvement ouvrier et qui n'hésite pas, si besoin est, à participer aux manifestations et à répondre à l'appel des syndicats et des partis, montrant ainsi qu'il est possible d'avoir une conscience politique sans nécessairement posséder sa carte du parti² ; le sportif « militant », à la fois licencié d'un club ouvrier et membre d'un parti ou d'un syndicat. Cette catégorie est sans doute la plus fluctuante. Est-on sportif avant d'être militant ? Ou l'inverse ? Ou les deux à la fois ? Le sportif ouvrier est le fruit d'une identité politique complexe et cette dernière catégorie en est la preuve manifeste.

Le sport ouvrier est un mouvement politisé mais non politicien. En effet, la dimension politique du sport ouvrier a souvent été surestimée par les historiens de la RDA et par les dirigeants du sport ouvrier eux-mêmes. Ces derniers ont cru que l'émancipation de la classe ouvrière passait par l'élaboration d'une conscience politique forte, laquelle présupposait l'appartenance claire à un parti (le SPD ou le KPD). Mais dans la pratique, les sportifs étaient guidés par des motivations bien plus diverses qu'elles n'y paraissaient. L'attrait de la convivialité, de la fête et de la vie en communauté, l'expérience de la mixité ou les premières expériences amoureuses, le poids des traditions familiales ou sociales, le pur intérêt sportif, le goût de la compétition comptaient parmi les raisons qui poussaient les ouvriers à entrer dans la grande famille du MSO. Les sportifs ouvriers ne concevaient donc pas leurs clubs comme une antichambre des partis politiques mais comme un mouvement autonome à l'intérieur du mouvement ouvrier, une organisation où l'on pratiquait le sport avant de faire de la politique. Au plan local, le sport n'était pas qu'un moyen subordonné aux fins de la social-démocratie ou du communisme mais avant tout un instrument de sociabilité et d'émancipation sociale et politique.

Si le sport ouvrier ne s'identifie pas clairement aux partis politiques, il ne faut pas le rapprocher pour autant du

¹ On retrouve le terme dans le nom de nombreux clubs ouvriers à l'époque : les « gymnastes libres », les « régatiers libres »...

² Cf. TEICHLER Hans Joachim, *Ende des Arbeitersports 1933 ? in Teichler (Red.) 1985, Arbeiterkultur und Arbeitersport. 9. Fachtagung der DVS-Sektion Sportgeschichte vom 27-29 März 1985 an der Gustav-Heinemann-Akademie der FEB in Freudenberg. Clausthal-Zellerfeld 1985, p. 196-234. 4 sportifs ouvriers sur 10.*

« sport bourgeois ». Il serait d'ailleurs tout à fait erroné de demander à l'ATSB de ne s'occuper que de politique¹. L'ATSB demeure avant tout une fédération sportive. Plus que les convictions politiciennes, plus qu'une adhésion à un parti précis, c'est plutôt le sentiment d'une identité politique commune, une sensibilité de classe qui rapproche les sportifs ouvriers.

Il est sans doute probable que l'essor du sport-spectacle et le goût croissant pour la compétition aient provoqué, au moins en partie, une dépolitisation de la masse ouvrière dans les années 1920. Mais gardons nous des interprétations mécanistes de l'histoire. L'engagement du lutteur ouvrier Werner Seelenbinder dans les compétitions internationales ne l'a nullement empêché de s'impliquer politiquement contre la menace nazie. Il entra en résistance et y laissa du reste sa vie. Les exemples de ce type sont nombreux. Par conséquent, la thèse de la dépolitisation n'a pas de valeur historique et elle n'explique nullement pourquoi en 1933, les sportifs ouvriers se sont adaptés sans difficultés au régime nazi.

Plus qu'une dépolitisation du sport ouvrier, c'est d'un nivellement culturel entre le « sport bourgeois » et le sport ouvrier dont il faut parler. C'est cette uniformisation qui facilita le passage massif des sportifs ouvriers dans les clubs concurrents en 1933. Le développement de la culture de masse, les similitudes entre les fêtes « bourgeoises » et ouvrières, l'influence croissante des modèles du sport moderne (athlétisme, football), l'absence de frontières sociologiques claires (le club de *Schalke 04* en est un bon exemple) réduisirent de fait le fossé culturel entre les associations ouvrières et « bourgeoises ». Comme le souligne l'historien F. Nitsch, « le mouvement sportif ouvrier n'était pas en mesure de proposer une conception vraiment alternative du sport »².

Certes, les dirigeants du sport ouvrier tentèrent de promouvoir une culture socialiste autonome. Mais ils subirent de plein fouet l'évolution du sport moderne qui, tel un rouleau compresseur, détruisit peu à peu leur utopie culturelle. Leur projet, toujours placé sous le

¹ SCHÖNBERGER Klaus, 1995, p. 153.

² NITSCH F., "Die historische Rolle der Arbeitersportbewegung " in HINRICHS W., *Wir bringen was in Bewegung. Perspektiven alternativer Sportkultur, Oldenburg 1983, 90.*

signe du compromis¹, était voué à l'échec. Le sport populaire (*Volkssport*), c'est-à-dire le sport pour tous, vint à se substituer au fil du temps au sport ouvrier (*Arbeitersport*) et court-circuita le sport de classe. Ce nivellement culturel agit comme un puissant facteur d'intégration sous le Troisième Reich et fut un frein à la « lutte antifasciste ».

1.2. L'antifascisme : un fondement du sport ouvrier

Chez les sportifs ouvriers, l'engagement politique et l'antifascisme sont étroitement liés. Sous la République de Weimar, le refus du « fascisme » va d'abord de pair avec une attitude résolument pacifiste. Cette position peut paraître d'autant plus surprenante qu'en 1914, les sportifs ouvriers avaient pris le parti de l'« union sacrée », position qui du reste avait permis à l'ATB de mettre entre parenthèses le conflit qui l'opposait à la DT. Mais au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'heure n'est plus au consensus national. Tandis que l'ATB, rebaptisée ATSB en 1919², reconnaît la République de Weimar, le *Deutsche Turnzeitung* (l'organe de presse de la DT) la dénigre et propage la « légende du coup de poignard dans le dos ». Pour les dirigeants de la Confédération gymnique, les partis démocrates ont trahi l'armée impériale restée invaincue sur le champ de bataille³. Alors que l'ATSB opte pour une vision pacifiste et émancipatrice du sport, la DT considère l'activité sportive comme un substitut de service militaire. En 1920, Theodor Lewald, le président du DRA⁴ (l'organisation centrale de toutes les fédérations sportives « bourgeoises »), estime qu'« avec l'abolition du service militaire obligatoire, il faut rechercher de nouvelles méthodes pour assurer l'instruction physique de la jeunesse »⁵. Son collègue Carl Diem,

¹ MARSCHIK Matthias, 1994, p. 210.

² L'*Arbeiter Turnerbund* (Fédération Gymnique Ouvrière) décide en 1919 de reconnaître le sport et non seulement le *turnen*, forme dominante d'éducation physique jusqu'alors. Pour ce faire, la fédération se nomme *Arbeiterturn- und Sportbund* (Fédération Sportive et Gymnique Ouvrière) ou ATSB.

³ *Deutsche Turnzeitung*, n° 45, 7.11.1918, 5, p. 421.

⁴ En 1933, le DRA (*Deutscher Reichsausschuss für Leibesübungen*) ou Comité National Allemand de l'Education Physique devient DRL (*Deutscher Reichsbund für Leibesübungen*) ou Fédération Nationale Allemande d'Education Physique.

⁵ *Deutsche Turnzeitung*, n° 45, 7.11.1918, 5, p. 421.

secrétaire général du DRA, déclare que « le *Turnen*, le sport et le jeu doivent apporter ce que l'armée a apporté jadis à l'Allemagne : une jeunesse physiquement saine et mûre, habituée à la discipline et l'ordre »¹. En 1926, dans un ouvrage intitulé « le sport, l'économie allemande et la santé ethnique », Lewald affirme que c'est grâce à l'armée si le peuple allemand a été le prolétariat le plus discipliné du monde avant 1914². L'introduction de « compétitions nationales de la jeunesse » (*Reichsjugendwettkämpfe*), de l'insigne sportive et gymnique allemande pour récompenser les jeunes pour leurs performances physiques, la revendication d'une heure quotidienne d'éducation physique dans les écoles font partie du programme politique du DRA dont le but est de préparer la jeunesse allemande à un nouveau conflit mondial. Dans les journaux sportifs « bourgeois », peu de journalistes s'insurgent contre cette instrumentalisation du sport à des fins guerrières. Au lieu de chercher l'apaisement, les fédérations sportives nationalistes et la droite conservatrice insistent sur la nécessité de réviser le traité de Versailles, qualifié communément de « traité de la honte » ou de « traité du non-droit ». Comme il a été imposé par les puissances ennemies, ce qu'elles désignent par le « Diktat » de Versailles ne peut pas être modifié par la voie légale. Pour les adversaires du traité de Versailles, seule la violence (c'est-à-dire une nouvelle guerre) pourrait y mettre un terme. Cette thèse va de pair avec la revendication d'un État autoritaire qui refuse le principe d'une démocratie parlementaire et appelle à la revanche nationale. L'éducation physique, chargée selon le RDA de préparer physiquement et mentalement la population allemande à ce nouvel affrontement, apparaît comme l'indispensable vecteur de cette politique revancharde.

Les fédérations sportives nationalistes et les nazis ne sont pourtant pas les premières à avoir assigné au sport une fonction militaire. Si l'on remonte aux origines des Jeux olympiques, c'est-à-dire aux Jeux panhelléniques, les olympiades étaient déjà censées préparer la jeunesse au combat. Les jeux grecs s'inspiraient à l'origine des disciplines militaires : lancer du poids et du javelot, lutte, course à

¹ Cité par BRUNNER, Detlev, *SPD und SD-Vereinwesen, SPD, Volkshäuser, Arbeiterport, Marburg 1995*, p.19.

² *Sport, deutsche Wirtschaft und Volksgesundheit, Vortrag, gehalten vor der Industrie und Handeskammer in Berlin am 2.3.1926, Berlin 1926.*

ped... Ces jeux permettaient aux soldats de s'affronter en temps de paix et de mesurer leurs forces. Les compétitions étaient donc en réalité des succédanés de batailles¹. Bien plus tard, quand le baron Pierre de Coubertin décida de remettre au goût du jour les Jeux olympiques, il n'ignorait pas les implications militaires de la compétition sportive. Coubertin écrit ainsi en 1931 que « la compétition peut déclencher les passions les plus nobles comme les passions les plus viles. Elle peut être humaine comme bestiale ; on peut l'instaurer pour asseoir la paix comme pour préparer la guerre »².

Les nazis, qui considèrent aussi le sport comme une antichambre de l'armée, se rapprochent largement de la position de la DT et du DRA. Hitler, qui manifestait en privé peu d'intérêt pour le monde sportif³, considérait l'éducation physique comme un excellent moyen de préparer le peuple à la guerre. Il n'attendait pas d'elle des performances individuelles mais l'avènement d'une « race saine » et « prête au combat »⁴. Les compétitions sportives étaient pour les nazis un moyen de tester les performances des soldats. Ce qui s'effectue dans l'intérêt du sport a lieu aussi dans celui de l'armée, comme le rappellera le ministre des sports du Reich von Tschammer und Osten qui voit dans l'activité sportive un enjeu de défense nationale. Plus la population allemande aura suivi une préparation physique optimale,

¹ C'est ce qui amène l'historien J.M. Brohm à *définir le combat olympique comme un prolongement symbolique de la guerre entre les États* : « *La guerre olympique est la continuation de la guerre économique et politique que se livrent les États et l'olympisme fonctionne comme idéologie de couverture des mobilisations guerrières* ». BROHM, Jean-Marie, *Jeux Olympiques à Berlin (1936)* ; les Editions complexes, Bruxelles, 1983, p.172.

² DE COUBERTIN, Pierre, *Olympische Erinnerungen, Berlin 1936, p.24.*

³ Cf. SPEER, Albert, *Erinnerungen, p. 171* ; RIEFENSTAHL, Leni, *Memoiren, p. 248, p. 261.* Speer rapporte qu'Hitler détestait tout particulièrement le ski et l'alpinisme, disciplines qui relevaient à ses yeux du masochisme total. Leni Riefenstahl décrit également l'aversion du Führer envers les Jeux olympiques. A ce sujet, l'historien du sport Pierre Arnaud note : « *Des démonstrations de masse de la vigueur teutonne et les parades de musique militaire semblaient beaucoup plus en accord avec l'idéologie nazie qu'avec un festival de sport international ouvert aux afro-américains et aux juifs.* » ARNAUD, Pierre et RIORDAN, James, *Sport et relations internationales (1900-1941)*, 1997, L'Harmattan, p. 97.

⁴ HITLER, Adolf, *Mein Kampf, Munich 1925, p. 611.*

plus elle sera apte à se mobiliser en cas de nouveau conflit mondial¹. Tandis que les idéologues nazis cherchent par le biais du sport à susciter une prise de conscience nationale, les penseurs du MSO veulent au contraire réveiller chez les ouvriers une conscience de classe. Pour les nazis, les Allemands doivent prendre conscience de la supériorité de leur nation et de leur race sur les autres peuples. Les sportifs ouvriers sont appelés à prendre conscience de la supériorité du prolétariat sur la bourgeoisie en cultivant leur corps par le jeu et par les exercices physiques. Fritz Wildung, alors directeur de la ZK, déclare en 1929 qu'il est du devoir des clubs ouvriers d'améliorer la santé des travailleurs pour les rendre plus aptes au combat politique. Chez les sportifs ouvriers, ce n'est pas la pureté de la nation et de la race qui est en jeu mais les aptitudes physiques et morales du prolétariat dans la lutte des classes².

L'instrumentalisation du sport à des fins patriotiques et militaristes est une idée d'autant plus répandue dans les années 1920 que les fédérations sportives nationalistes continuent d'éprouver un profond ressentiment envers les nations vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Pour la Confédération Gymnique, il n'est pas question d'entrer en contact avec les fédérations européennes voisines, *a fortiori* avec la France, d'autant que le CIO a décidé d'exclure l'Allemagne des Jeux olympiques d'Anvers en 1920 puis des Jeux de Paris en 1924. Lors des olympiades ouvrières de Francfort en 1925, les dirigeants du sport ouvrier accusent le mouvement sportif olympique français d'attiser la haine franco-allemande :

Même l'année dernière [1925], l'Allemagne et la Russie n'ont pas été invitées à Paris... Le sport français, animé de l'esprit du Bloc National, ne s'est guère comporté en gentleman. Son attitude fut tout sauf ce que les Anglais entendent par fair-play³.

Plutôt que d'alimenter les rancœurs nationalistes, le sport ouvrier allemand préfère afficher les couleurs de l'internationalisme. L'ATSB stigmatise ouvertement l'orientation nationaliste des fédérations

¹ von Tschammer und Osten, cité par Horst Überhorst, *Geschichte der Leibesübungen*, T 3, II, *Leibesübungen und Sport in Deutschland vom ersten Weltkrieg bis zur Gegenwart*, Berlin, Munich, 1981, Bartels und Wernitz, p. 235.

² Cf. WILDUNG, Fritz, *Arbeitersport*, Der Bücherkreis, Berlin 1929, p. 111.

³ *Erste Internationale Arbeiterolympiade*, Frankfurt am Main, juin 1925, p. 9.

sportives « bourgeoises », réunies derrière le drapeau noir, rouge et blanc¹. Elle fustige le patriotisme exacerbé de la Fédération Allemande de football, d'aviron, de natation et celui de la Condération Gymnique. Contre le repli national, elle promeut auprès de ses licenciés l'apprentissage de l'esperanto afin d'abattre les barrières linguistiques entre les pays et d'œuvrer à la réconciliation des peuples.

Dès 1920, les fédérations sportives ouvrières invitent à la table des négociations des délégués belges, français et allemands. Le congrès de Lucerne débouche sur la création de l'Internationale Sportive de Lucerne (ISL) qui marque une première étape vers la réconciliation des ennemis ancestraux. L'ISL crée ses propres olympiades afin d'opposer au principe de rivalité entre les nations celui de fraternité entre les peuples. Fritz Wildung souligne ainsi à la veille des Olympiades ouvrières de Francfort :

Après avoir été ressuscités par le sport bourgeois, les jeux olympiques antiques des Hellènes, tous les quatre ans, sont devenus de plus en plus une lutte chauvine entre les nations. Les olympiades des sportifs ouvriers reposent sur une véritable solidarité internationale et non sur l'ambition nationale comme c'est le cas des jeux olympiques des grandes fédérations bourgeoises où les nations sont opposées entre elles².

Les jeux ouvriers s'inscrivent à cet égard en opposition aux Jeux olympiques. Les responsables du MSO veulent « exploiter cette occasion unique pour réaliser la paix dans le sens le plus vrai du terme [...] Tous les sportifs ouvriers doivent venir à Francfort. Ils doivent venir tous ensemble, apprendre à s'estimer et à s'aimer et susciter ainsi un authentique sentiment d'amitié internationale qui rend impossible le militarisme et son abominable spectre : la guerre »³. Fritz Wildung présente les Jeux olympiques comme une continuation

¹ En référence à l'Empire allemand. Tout commence avec la création d'une Confédération d'Allemagne du Nord en 1867, qui adopte un drapeau fondant les couleurs de la Prusse (noir et blanc) et celles de la Ligue hanséatique (rouge et blanc) dans un nouveau drapeau tricolore noir-blanc-rouge (schwarz-weiß-rot) à bandes horizontales. Ce drapeau allait devenir le drapeau national de l'Empire allemand de 1871 à 1918.

² *Erste Internationale Arbeiterolympiade, Frankfurt am Main, juin 1925, p. 8.*

³ *Ibid., p. 6.*

symbolique et larvée de la guerre internationale¹. En refusant le principe de concurrence, le mouvement sportif ouvrier veut rompre avec les Jeux olympiques « bourgeois ». L'esprit de camaraderie internationale doit l'emporter sur la course aux médailles et la lutte pour le triomphe des nations². A cette intention, le comité organisateur des Jeux ouvriers de Francfort rédige une brochure en quatre langues : tchèque, anglais, français et allemand. En cherchant à briser les barrières linguistiques et à mettre le message des olympiades à la portée des visiteurs étrangers, le comité organisateur montre son ouverture sur le monde en distribuant cette brochure où sont dénoncés les ravages de la guerre³.

Les sportifs ouvriers manifestent également sur le terrain leur refus d'une politique basée sur l'esprit de revanche en cherchant à renouer le contact avec la France. La réconciliation symbolique entre la France et l'Allemagne a lieu d'abord sur les terrains de football. Tandis que la Fédération allemande de football (DFB) attend 1931 pour affronter une équipe française, la première rencontre franco-allemande dans l'ATSB a lieu dès 1924, soit sept ans plus tôt. La position pacifiste de l'ATSB s'exprime aussi lors des Olympiades ouvrières de Francfort. La présence côte à côte dans le stade des délégations française et allemande est un symbole fort de la concorde entre les peuples. Comme le note le journal *Sportpolitische Rundschau*, le terrain de sport est un terrain de réconciliation politique :

Dans le stade, les Français défilaient à côté des Allemands et les Belges à côté des Autrichiens, laissant derrière eux les corps déchirés du passé guerrier, guidés par l'homme nouveau, l'homme de l'avenir, beau, fortifié et libéré⁴.

Dans un article de janvier 1926, le *Deutsche Arbeiter- und Sportzeitung* condamne le militarisme qu'il désigne comme un

¹ L'argument sera repris dans les années 1970 par les historiens issus du courant de la « Critique du sport ».

² *Ibid.*

³ *Festprogramm der 1. Arbeiterolympiade, Frankfurt 1925, version française, texte original.*

⁴ "Arbeitersport im Dienste der Völkerversöhnung", in *Sportpolitische Rundschau*, 15.06.1929, p.107.

héritage de l'empire wilhelminien. Il se félicite du déclin des traditions bellicistes mais reste vigilant, rappelant le poids encore présent de « la tradition séculaire du militarisme en Allemagne »¹. L'ATSB profite de son 15^{ème} congrès à Hambourg, du 24 au 27 juillet 1926, pour se démarquer des fédérations « bourgeoises » soupçonnées de d'éduquer la jeunesse dans un sens patriotique et de cultiver la fibre guerrière chez ses adhérents. L'ATSB réaffirme ses principes antimilitaristes² à cette occasion, comme lors du grand meeting national de la fédération ouvrière à Nuremberg en 1929. Les nations participantes sont invitées à défilier « dans l'esprit du socialisme », à « former l'Internationale », promouvoir la paix, la collaboration entre les peuples, le désarmement international : telle est la mission que se donne le sport ouvrier³. Il s'agit pour le *Sportpolitische Rundschau* de « rompre une fois pour toutes les liens établis entre l'éducation sportive et l'éducation militaire »⁴. C'est la mission que se fixe le comité organisateur des Olympiades ouvrières de Francfort.

1.3. Les olympiades ouvrières de Francfort 1925⁵

Au début des années 1920, les penseurs du sport ouvrier sont encore sceptiques quant à l'organisation éventuelle d'« Olympiades ouvrières ». La presse se fait l'écho de ce scepticisme. Pour la *Freie Sportwoche*, « le salut du monde sportif ouvrier ne peut pas résider dans des olympiades »⁶. Le terme d'« olympiade ouvrière » est adopté en 1921, lors du congrès de l'Internationale Sportive de Lucerne (ISL), à Prague. À cette occasion, les délégués des fédérations sportives ouvrières européennes manifestent leur volonté de réunir les ouvriers du monde entier sous la bannière du sport, de promouvoir l'éducation physique au sein du prolétariat et d'engager la

¹ *Deutsche Arbeiter Sportzeitung (DASZ)*, n° 1, janvier 1926, p. 5.

² *Bundestag des ATSB in Hamburg 1926*.

³ *Ibid.*

⁴ "Sport und Militär", in *Sportpolitische Rundschau*, 10.1930, p. 220.

⁵ Cf. *Erste internationale Arbeiter-Olympiade zu Frankfurt 1925, Festbuch*. Cf. aussi à ce sujet le livre sur les olympiades de Francfort : SCHRÖDER, Bernd, *Arbeitersport, Waldstadion und Arbeiter-Olympiade in Frankfurt am Main. Archiv für Frankfurts Geschichte und Kunst, Kramer-Verlag, Francfort sur le Main 1980, pp. 209-218*.

⁶ *Freie Sportwoche 1920*, p. 306.

lutte contre le capitalisme, le militarisme et le nationalisme au plan international. L'ISL, rebaptisée ISOS, décide d'organiser tous les quatre ans des Olympiades ouvrières. La ville de Francfort est choisie pour en accueillir la première édition. Francfort est désignée pour plusieurs raisons comme site de la première olympiade ouvrière d'été¹. Premièrement, l'ISOS recherche une ville allemande de préférence car avec environ deux millions d'adhérents, l'Allemagne représente la fédération ouvrière la plus importante d'Europe. Par le biais des olympiades, elle espère faire de l'Allemagne le fer de lance du sport ouvrier européen. Deuxièmement, la ville de Francfort a une position relativement centrale en Europe et possède un bon réseau de transports qui la rend facile d'accès aux visiteurs allemands et étrangers. Enfin, Francfort est dirigée à l'époque, par un maire social-démocrate, Eduard Gräf, qui voit dans l'organisation des Olympiades ouvrières la possibilité d'étendre l'influence du SPD dans le Land de Hesse.

Un comité organisateur est désigné par l'ISOS pour organiser les festivités en collaboration avec la mairie de Francfort. Il est composé de plusieurs commissions d'experts qui rassemblent près de 500 fonctionnaires. La désignation d'un ancien champ de tir comme futur site des olympiades est hautement symbolique. En choisissant de bâtir le stade sur un terrain d'entraînement militaire, le comité organisateur veut rompre ainsi avec l'héritage belliciste du Second empire. Le 21 mai 1925, près de 40 000 spectateurs assistent à l'inauguration du Waldstadion. La population locale est invitée à participer à l'événement. Environ 5000 bénévoles prêtent main forte au comité organisateur. Le maire de Francfort rédige un appel aux habitants pour

¹ Les Olympiades ouvrières d'hiver s'étaient déroulées quelques mois auparavant (du 31 janvier au 2 février 1925) à Schreiberau dans les Monts des Géants mais seules quatre nations y avaient participé : l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, et la Finlande. Ce n'est qu'avec les olympiades d'été de Francfort que le sport ouvrier prend une ampleur internationale. En réalité, une olympiade ouvrière internationale avait déjà été organisée à Prague, du 26 au 29 juin 1921, réunissant les délégations tchécoslovaque, belge, française, soviétique, américaine, autrichienne, yougoslave ainsi qu'une forte délégation allemande. Elle n'avait cependant rien d'officiel et n'était organisée par aucune fédération sportive ouvrière internationale. C'est la raison pour laquelle les Olympiades ouvrières de Francfort sont considérées officiellement comme étant les premières du genre.

décorer les rues durant les festivités mais la *Frankfurter Post*, journal nationaliste, renonce à publier l'appel du maire :

D'emblée, nous avons refusé cette *manifestation car sous le manteau* de l'événement sportif se cachent des objectifs antipatriotiques, comme l'a montré clairement, du reste, cette affiche avec le drapeau rouge et son inscription en français¹.

Pour assurer l'accueil des athlètes, la ville de *Francfort met à la disposition des Jeux ouvriers les écoles municipales et les cantines*². Pour ne pas prêter le flanc aux critiques de la droite conservatrice, le comité organisateur lance une campagne contre l'alcool et la nicotine dont l'usage était très répandu, à l'époque, dans les clubs. Les *Olympiades ouvrières de Francfort ont lieu entre le 24 et le 28 juillet 1925 dans le Waldstadion. Placées sous le signe de la solidarité internationale, sans remise de médailles ni classements, elles réunissent une douzaine de pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, le territoire de Dantzig, les délégations tchécoslovaques de Prague et d'Aussig, la Pologne, la Lettonie, l'Estonie, la Finlande, l'Angleterre, la France et la Belgique. Mais seules sont admises les fédérations « qui se situent sur le terrain de la lutte des classes ». En vertu du règlement, les délégations nationales sont obligées de participer ensemble aux exercices aux mains libres afin d'éviter toute tentation chauvine et de renforcer le sentiment de cohésion internationale entre les sportifs ouvriers. Quiconque tente de s'y soustraire risque d'entraîner la disqualification de sa délégation.*

La cérémonie d'ouverture des Olympiades ouvrières de Francfort en présence du maire, *Eduard Gräf. Plus de 1000 sportifs ouvriers de tous les pays d'Europe*³ pénètrent dans le stade au son de l'Internationale, guidés en tête du cortège par un drapeau rouge, symbole de l'unité ouvrière. Les spectateurs accueillent avec ferveur

¹ *Schreiben der Frankfurter Post an die städtische Nachrichtenstelle vom 20 Juli 1925, MA : S 2571.*

² *On trouve dans les archives de la ville de Francfort une série de lettres échangées entre le comité organisateur des olympiades et les cantines des écoles municipales à propos de la restauration des sportifs. Après avoir refusé dans un premier temps d'alimenter les 5000 sportifs, les cantines scolaires acceptent finalement de servir aux sportifs hébergés dans les écoles un « petit déjeuner à base de cacao ainsi qu'un plat unique le midi dans le stade ». Cf. Städtische Schulkinderspeisung, JNo 512.*

³ *Chiffres en réalité variant selon les sources entre 1000 et 3 000 athlètes.*

l'arrivée de la délégation française *et manifestent de cette manière leur refus de tout ressentiment national. À la campagne de haine initiée contre la France, les athlètes et les spectateurs de la cérémonie d'ouverture opposent la chaleur de leur accueil :*

Dans les écoles, on nous enseignait que les Français étaient nos ennemis jurés mais lorsque la délégation française a commencé à entrer dans le stade, 40 000 personnes se sont levées pour applaudir avec enthousiasme les sportifs ouvriers¹.

Contrairement aux Jeux olympiques, les délégations des Olympiades ouvrières n'entrent pas dans le stade avec leur drapeau national mais simplement avec le nom de leur pays sur fond rouge, pour signifier l'attachement commun des athlètes à la cause socialiste en dépit de leur appartenance nationale. Les allocutions de Jean Devlieger et de Gaston Bridoux, respectivement secrétaire général et président de l'ISOS, font place aux compétitions préliminaires de natation, d'athlétisme et de football. Les épreuves éliminatoires de cyclisme, d'aviron, de tir et de gymnastique ont lieu dès le lendemain. Les athlètes de l'olympiade sont reçus et salués le 25 au soir dans la Festhalle de Francfort et accompagnés par quelques 1200 chœurs ouvriers. Le dimanche constitue le moment fort de ces olympiades : un immense cortège de 80 000 à 100 000 sportifs ouvriers défile entre la Konstabler Wache et la Kaiserplatz en passant par la Zeil et le Marché aux Chevaux. Les athlètes traversent le Main et agitent des banderoles pacifistes. Au son des tambours et des flûtes, ils revendiquent la journée de huit heures et expriment leur refus d'une nouvelle guerre². Marquée par les finales d'athlétisme et les exercices aux mains libres, la journée s'achève par la représentation devant 35000 personnes d'une « pièce inaugurale » (*Weihespiel*), intitulé « La Lutte pour la Terre » (*Kampf um die Erde*). Le dramaturge Alfred Auerbach aménage une scène dans le stade et réquisitionne une partie des tribunes pour représenter le combat de la jeunesse pour un ordre nouveau, la fin du règne de la guerre et de l'impérialisme. le

¹ *Frankfurter Stadtteil*, 25.8.1994.

² *TEICHLER, Hans Joachim, "Der Friedensidee unter den Völkern zu dienen" - Der deutsche Arbeitersport und die internationalen Arbeiterolympiaden von Frankfurt (1925), Wien (1931) und Antwerpen (1937). Referat für die akademische Sitzung im Provinzhaus aus Anlass des Gedenktages der 3. Arbeiterolympiade am 24.10.1987.*

remplacement du capitalisme par le socialisme. Il intègre dans la mise en scène les femmes et les enfants, ce qui était jusqu'alors inédit. À la fin du spectacle, les spectateurs reprennent en chœur « l'Hymne à la Joie » de Schiller puis, après avoir ôté leur chapeau, entonnent l'Internationale¹. Le lundi 27 juillet voit se dérouler la suite des compétitions de tir et de cyclisme et commencer les tournois de handball, de balle au poing ou *Schlagball*², d'échecs et de tennis, ainsi que les éliminatoires de lutte, de boxe et de tir à la corde. Les sportifs de l'École fédérale de Leipzig multiplient les exhibitions. Les compétitions sportives du lundi sont accompagnées d'une programmation culturelle. Le comité organisateur a en effet choisi, en collaboration avec les salles de spectacles de la ville, de proposer en parallèle des Jeux un vaste programme musical aux visiteurs. Dans la Saalbau, l'orchestre symphonique de Francfort joue « La Création » de Joseph Haydn. L'opéra joue « Carmen » et le Kristallpalast donne une représentation de « la Chauve-souris » de Johann Strauss. Ces offres culturelles font partie du programme officiel distribué aux visiteurs de l'olympiade ouvrière³. Par-delà les compétitions et l'intérêt sportif de l'événement, les Jeux ouvriers veulent populariser la musique classique dans les milieux ouvriers. Pour Fritz Wildung, « le sport ouvrier représente davantage qu'un simple travail musculaire. C'est un outil pédagogique qui touche l'homme dans sa totalité, au plan physique, spirituel et social, un outil destiné à promouvoir la culture de la classe ouvrière dans le sens du socialisme »⁴. Le lundi soir, des sportifs ouvriers munis de lampions remontent le Main à la nage, organisant ainsi une retraite aux flambeaux originale. Les compétitions s'achèvent le mardi avec les finales d'athlétisme, de gymnastique et de football que l'Allemagne remporte par 2 à 0 contre la Finlande. Un cortège de 5000 enfants

¹ *Groß-Frankfurter Volksstimme*, 27 juillet 1925.

² Mot à mot « balle à frapper ». *Discipline entre le handball et la thèque. Comme la discipline est une spécificité germanique, nous préférons garder ici le terme original en allemand.*

³ *Amtliches Programmheft zur Internationalen Arbeiter-Olympiade zu Frankfurt am Main, vom 24-28 Juli.*

⁴ WILDUNG, Fritz, *Die Olympiade als Zentrum einer internationalen Kulturtagung, in Olympiade, August-Heft 1924.* cf. aussi AUERBACH, Alfred, *Erläuterung des Weihespiels, in Festbuch der 1. Arbeiter-Olympiade, 1925, pp. 75-76.*